

Mercredi

16

Octobre
2019

Les infos en ligne du SNUipp 63



Direction d'école

Lettre ouverte au ministre de l'Éducation nationale

Dans une lettre ouverte, transmise aux médias par le SNUipp-FSU du 93, 200 directrices et directeurs d'écoles de Seine-Saint-Denis interpellent le ministre de l'Éducation nationale pour lui réclamer des mesures concrètes pour améliorer leurs conditions de travail, notamment les décharger des trop nombreuses tâches administratives qu'ils gèrent au quotidien. Pour cela, la "création d'emplois d'aide administrative à l'école" est primordiale.

Monsieur le Ministre,

Nous nous adressons à vous en tant que directrices et directeurs de Seine Saint-Denis. Le geste de notre collègue Christine Renon a mis tragiquement la lumière sur la souffrance au travail des enseignants, en particulier celle de ceux chargés de la mission de direction d'école.

Pourtant ce n'est pas faute de vous avoir interpellé à de nombreuses reprises via nos représentants syndicaux dans les instances, via nos mobilisations du printemps dernier contre les EPSF notamment. Nous sommes en colère ! Comment avez-vous pu, par votre absence d'écoute, permettre que notre collègue en vienne à ce geste ultime ?

Nous sommes des professionnels investis dans cette mission que nous avons choisie pour être avant tout les animateurs d'un collectif de travail : le conseil des maîtres. Notre mission n'a plus ce sens car elle est mise à mal par des injonctions de plus en plus déconnectées de la réalité et des besoins de nos élèves et de nos écoles. Les personnels sont opprésés par une institution obsédée par la mesure et le contrôle qui remet constamment en cause le travail des équipes s'il a le malheur de ne pas correspondre aux attentes et préconisations du moment. Nous sommes traités comme des objets de réforme et non comme des professionnels concepteurs avec une éthique et des valeurs.

Nous sommes submergés de tâches administratives qui ne nous permettent plus de faire vivre nos projets d'école. Or dès que vous avez pris vos fonctions votre gouvernement a supprimé nos aides administratives au lieu d'en faire un vrai métier pour des personnels sur le chemin du retour à l'emploi !

Dans un département comme le nôtre où l'ensemble des services publics partenaires de l'école est exsangue, nous sommes seuls face aux situations de crise que vivent nos élèves. Nous représentons pour leurs familles le dernier service public encore fonctionnel dans leur quartier. Nous ne pouvons pas pallier les défaillances et manques de services sociaux, médicaux, de logement, de protection de l'enfance ou encore de justice.

L'institution que vous représentez nous doit une protection et un soutien. Et non pas, comme c'est le cas désormais, une suspicion et une remise en cause de nos décisions.

Depuis 2 ans, vous avez mené des réformes à marche forcée, sans jamais tenir compte de notre avis. Réformes qui heurtent notre professionnalisme et qui pour certaines bafouent nos valeurs et notre éthique.

Et enfin, quel mépris d'instrumentaliser le geste de notre collègue pour, à nouveau, proposer le statut de supérieur hiérarchique des directeurs. Et ce, le jour même de notre grève massive et de ses obsèques ! Le manque de reconnaissance dont souffre notre mission n'aura pas pour réponse un statut qui nous isolerait encore plus de nos collègues. Nous ne souhaitons pas être « les soldats » de votre politique ! Nous avons choisi notre métier, notre mission pour permettre à tous nos élèves de bénéficier du meilleur service public d'éducation possible. Et vous nous rendez cette tâche impossible.

C'est dans la dignité et l'unité que nous, directrices et directeurs de Seine Saint-Denis vous demandons d'ouvrir un dialogue réel et concret. Pour remplir nos missions, nous voulons que vos réformes à marche forcée cessent. Que vos prescriptions pédagogiques à tous les niveaux arrêtent de mettre à mal nos collègues que vous transformez en simples exécutants de méthodes et autres guides colorés. Pour nous soulager dans notre quotidien, nous souhaitons également l'augmentation significative des temps de décharge en fonction des besoins définis par le conseil des maîtres et la création d'emplois statutaires d'aide administrative à l'école pour des agents formés et en contrat pérenne.

Il est urgent de reconstruire le respect du travail de chacun mis à mal par des réformes et le « new management public » destructeurs alors que c'est de considération, de soutien et de protection dont ont besoin les enseignants. Veuillez croire, monsieur le Ministre, en notre engagement et en notre mobilisation pour le service public d'éducation nationale.



PAS DE NEW MANAGEMENT DANS L'ECOLE DE LA REPUBLIQUE



**Syndicat national unitaire des instituteurs, professeurs des écoles et des professeurs de collège
Section du Puy-de-Dôme**

Maison du Peuple, 29 rue Gabriel Péri, 63000 CLERMONT-FERRAND

Tél 04.73.31.43.72 & 09.63.28.56.75 ✉ snu63@snuipp.fr